

Bilan des actions d’Insee Horizon 2025

À l’issue du cycle engagé et au moment où se lance « *Cap sur 2025, construisons la statistique publique de demain* », il apparaît utile de dresser un état des lieux partagé d’*Insee Horizon 2025*.

L’objectif est d’identifier, parmi les 78 actions issues du bilan à 3 ans du projet en 2019, celles qui ont abouti, celles qui sont en cours, celles qui n’ont pas été engagées mais qui demeurent pertinentes et enfin celles qui ne semblent plus aujourd’hui pertinentes.

Il ressort de ce bilan que 35 actions (soit 45 %) sont considérées comme abouties et 24 (soit 31 %) sont encore en cours et ont vocation se poursuivre. 11 actions (14%) ont vu certains de leurs objectifs réalisés tandis que d’autres sont encore en cours (9) ou n’ont pas été engagés tout en restant pertinents (2). 3 actions n’ont pas été engagées ou seulement très partiellement tout en restant pertinentes. Enfin, 5 actions n’ont pas été réalisées (ou seulement très partiellement) et ne semblent plus pertinentes aujourd’hui au regard du contexte ou de leur complexité à mettre en œuvre.

4 catégories d’actions

1. Les actions abouties

Actions pleinement réalisées, dont les objectifs ont été atteints ou substantiellement atteints. Sont précisés, dans la mesure du possible, les réussites concrètes, les évolutions structurelles engagées, ainsi que les effets mesurables sur la production, la qualité, la diffusion ou l’organisation de la statistique publique.

2. Les actions en cours

Chantiers engagés mais non finalisés à ce stade. Sont précisés, dans la mesure du possible, leur état d’avancement, les jalons déjà franchis, les points de vigilance éventuels, ainsi que les conditions nécessaires à leur aboutissement.

3. Les actions non engagées mais toujours pertinentes

Actions prévues mais non engagées tout en restant pertinentes. Sont précisés, dans la mesure du possible, les raisons pour lesquelles elles n’ont pas été engagées : contraintes de ressources, priorités redéfinies, évolutions de contexte, complexité technique ou organisationnelle.

4. Les actions non engagées et qui ne semblent plus pertinentes

Actions prévues, non engagées mais qui ne semblent plus pertinentes. Sont précisés, dans la mesure du possible, les raisons pour lesquelles elles ne sont plus pertinentes.

Orientation A - Faire parler les chiffres et aller au-devant de tous les publics

Pour prendre toute sa place dans le débat public, l'Insee doit faire parler ses chiffres, c'est-à-dire produire des statistiques pertinentes qui mesurent le plus fidèlement possible la réalité et répondent aux besoins de ses utilisateurs. Il doit aussi éclairer le citoyen en lui livrant des messages clairs et cohérents, et en défendant la vérité de ses chiffres. Et toute initiative visant à porter la parole de l'Insee à ses différents publics ou à élargir son audience contribuera à diffuser la culture statistique et à renforcer la confiance dans la statistique publique.

A - Objectif 1 : Donner du sens aux chiffres en renforçant leur pertinence et leur cohérence

A.1.1 Intégrer la définition économique de l'entreprise dans les statistiques structurelles et les articuler aux statistiques conjoncturelles

Quoi ? Modifier les chaînes de traitement pour diffuser des statistiques structurelles d'entreprise conformes à la définition économique de l'entreprise, tout en s'assurant de la qualité des données des unités légales, ceci afin de mieux articuler les statistiques structurelles avec les statistiques conjoncturelles.

Pour quoi ? Donner une vision pertinente de l'Économie française en combinant les définitions économique et juridique de l'entreprise.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Les données de statistiques structurelles sont diffusées selon les deux concepts depuis l'exercice 2017. Concernant la meilleure articulation entre statistiques conjoncturelles et structurelles, c'est l'un des objectifs des travaux sur les Large Case Units (LCU) dont la mise en place est en cours de réflexion à la suite de la mission IG sur le sujet. L'un des objectifs est de s'assurer de la cohérence des réponses des grands groupes à toutes nos statistiques.</i>			

A.1.2 Adapter l'analyse démographique des entreprises et des restructurations à la définition économique de l'entreprise

Quoi ? Prendre en compte la définition économique dans les processus d'élaboration de la démographie d'entreprise, d'une part, et de suivi des restructurations, d'autre part, pour les intégrer pleinement dans le dispositif de production des statistiques structurelles d'entreprise.

Pour quoi ? Assurer la cohérence économique de l'ensemble de la statistique structurelle d'entreprise.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Le système d'Information sur la Démographie d'Entreprises est entré en production pour l'exercice 2022. Il permet de prendre en compte la notion d'entreprises économique. Le répertoire des restructurations CITRUS a lui aussi été adapté pour prendre en compte les entreprises. Mais force est de constater que ces données ne sont pas utilisées à ce jour. Des travaux sont encore en cours pour assurer la cohérence des données démographiques entre SIDE et ESANE. C'est l'une des ambitions de la refonte actuelle de SIRUS que d'arriver à une mise en cohérence complète de tous les SI de statistiques structurelles à ce niveau.</i>			

A.1.3 Enrichir le système d'information statistique par des données finement localisées

Quoi ? Géolocaliser plus systématiquement les « unités statistiques » (logements, établissements...) et introduire dans les bases de données l'information ainsi produite sur leur localisation.

Pour quoi ? Mieux décrire la réalité des territoires par des statistiques calculées sur des zones à façon.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case i	☒ Case i	☐ Case i	☐ Case i
Commentaire	Le pôle de Metz géolocalise chaque année des sources Insee et de plus en plus de sources du SSP à la demande des SSM. Avec la mise en œuvre de Gaia, un investissement est en cours pour vérifier si le géoréférencement et le moteur d'affectation de coordonnées géolocalisées peuvent être modernisés. La nouvelle technologie de secrétisation par perturbation par clé aléatoire par cellule est expérimentée pour différentes sources pour les quartiers prioritaires de la ville ; cette méthode a vocation à être étendue à d'autres territoires et d'autres sources.			

A.1.4 Assurer la cohérence, entre sources de données, des définitions des ménages et des familles

Quoi ? Rendre cohérentes ou réconcilier les définitions des ménages et des familles des différentes enquêtes : expliquer les différences lorsque les enquêtes n'ont pas vocation à avoir les mêmes définitions, et les réduire lorsque cela est nécessaire.

Pour quoi ? Diffuser des statistiques harmonisées sur la démographie des ménages et des familles.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case i	☐ Case i	☐ Case i	☐ Case i
Commentaire	Révision et mise en cohérence des définitions sur insee.fr			

A.1.5 Améliorer la cohérence des messages délivrés par les statistiques sur les revenus

Quoi ? Comprendre et expliquer l'origine des écarts entre les niveaux et les évolutions de revenus issus des sources socio fiscales, des sources salariales et de la comptabilité nationale.

Pour quoi ? Délivrer des messages coordonnés sur les évolutions des revenus mesurées par des sources différentes.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case i	☒ Case i	☐ Case i	☐ Case i
Commentaire	Des travaux ont été menés et des explications figurent dans certaines publications, notamment celles sur les comptes distribués. Pour les comparaisons entre métropole et DOM, l'articulation entre les sources de référence (Filosofi et Budget de Familles) a été précisée, notamment pour les Essentiels régionaux. L'action reste « en cours » car elle doit faire l'objet d'une attention permanente.			

A.1.6 Investir et communiquer sur les nouveaux thèmes à enjeux de la comptabilité nationale

Quoi ? Approfondir et faire connaître la réflexion sur les concepts de la comptabilité nationale (économie immatérielle, mondialisation, problématiques du bien-être et de sa soutenabilité) visant à mesurer une économie de plus en plus complexe.

Pour quoi ? Aider le public à mieux comprendre l'apport de la comptabilité nationale pour évaluer la situation économique de la France.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Cette action s'inscrit dans un contexte de critiques du PIB (numérisation, mondialisation, inégalités, bien-être, soutenabilité). L'Insee a d'abord répondu par un effort de pédagogie (publications, dossiers, blogs) pour expliquer les comptes nationaux, tout en relançant dès 2019 le rapport sur les nouveaux indicateurs de richesse et en lançant des travaux sur les comptes distribués. Dans un second temps, la démarche s'est structurée avec le programme des comptes augmentés, incluant des productions sur les comptes carbone et distribués. Au niveau international, ces enjeux ont guidé la rénovation du Système des comptes nationaux adoptée en 2025 et structurent le changement de base prévu en 2030.</i>			

A - Objectif 2 : Répondre aux besoins des utilisateurs et accompagner le débat public

A.2.1 Construire un système d'observation localisée de la dépense publique

Quoi ? Mettre en place un système permettant une observation structurée et cohérente des dépenses publiques (État, collectivités locales, administrations sociales) à un niveau régional.

Pour quoi ? Répondre aux besoins des décideurs publics en leur fournissant des données pour alimenter un discours global et cohérent sur l'économie régionale.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Une mission pour régionaliser le compte des APU n'a pas abouti. L'action demeure toutefois pertinente car la localisation d'une partie de la dépense publique répond à une demande sociale. En revanche, il n'est pas certain qu'il faille le faire dans le cadre de la comptabilité nationale. Une première étape serait de le faire sur la masse salariale et sur les prestations sociales.</i>			

A.2.2 Synthétiser les informations des différents canaux d'expression des utilisateurs pour mieux percevoir leurs besoins

Quoi ? Exploiter les informations laissées par les publics qui contactent l'Insee via différents canaux (insee.fr, réseaux sociaux, blogs, sites d'enquêtes par internet, plates-formes Insee Contact, ...).

Pour quoi ? Avoir une vision large et plus systématique des besoins des utilisateurs qui permette à l'Insee d'améliorer et de mieux orienter son offre pour mieux accompagner le débat public.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les informations laissées par les publics via les enquêtes, Insee Contact, les réseaux sociaux, services publics +, sont aujourd'hui partiellement exploitées, de façon isolée. En revanche, une architecture d'écoute globale n'a pu être développée faute des moyens nécessaires. Par ailleurs, les verbatims sont actuellement sous-utilisés, un POC est en cours pour mieux les analyser à l'aide de l'intelligence artificielle générative.			

A.2.3 Valoriser les informations issues du système d'information sur l'emploi et les revenus d'activité

Quoi ? Saisir l'opportunité de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) pour accroître l'efficacité de la production et améliorer la qualité du système d'information, tant structurel que conjoncturel, sur l'emploi et les salaires (statistiques plus cohérentes, avec des délais de production raccourcis, en phase avec les règlements européens).

Pour quoi ? Mettre à disposition de tous les publics des statistiques, dans le domaine de l'emploi et des salaires, de qualité et répondant aux besoins, en allégeant la charge des entreprises.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les indicateurs produits à partir du Siera ont été enrichis (exemple des estimations trimestrielles d'emploi par âge, sexe et type de contrat ; production et diffusion d'un indice du coût du travail flash) et les délais de production raccourcis, par exemple pour les estimations trimestrielles d'emploi (de T+45/70/90 jours à T+30/60/80 jours), les estimations annuelles d'emploi et les données annuelles sur les salaires (bases tous salariés), diffusées un an plus tôt.			

A.2.4 Raccourcir les délais de production des statistiques dont les utilisateurs considèrent essentielle la rapidité d'obtention

Quoi ? Identifier les indicateurs ou statistiques pour lesquels la demande de raccourcir les délais de mise à disposition est la plus forte et aménager en conséquence les processus ou produits (indicateurs provisoires par exemple).

Pour quoi ? Satisfaire dans la mesure du possible le besoin de diffuser des statistiques dans les meilleurs délais.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Plusieurs indicateurs conjoncturels ont été avancés : emploi salarié (jusqu'à T+30 pour le « flash »), indices dans les services et le commerce (T+50), inflation (estimation en fin de mois) et PIB (première estimation à T+30, comptes détaillés à T+60). Les délais de certains indicateurs sur les entreprises ont également été raccourcis : indices BT-TP (de 80 à 45 jours), chiffres d'affaires (de 60 à 50 jours) et production industrielle (de 40 à 35 jours, avec un objectif à 30 jours). L'action est appelée à se poursuivre.			

A.2.5 Annoncer, dès le lancement d'une enquête, les produits de diffusion attendus

Quoi ? Identifier, dès le lancement des travaux d'une enquête, les besoins des utilisateurs afin d'annoncer au plus tôt les produits à diffuser qui répondent aux attentes.

Pour quoi ? Prendre en compte les besoins des utilisateurs dès la conception des productions statistiques.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	Les comités de concertation préalables au lancement des enquêtes permettent de recueillir les besoins des utilisateurs. Des informations sur les principaux produits de diffusion prévus sont données dans les fiches d'opportunité des enquêtes présentées au Cnis ainsi que dans les dossiers du comité du label.			

A.2.6 Expérimenter un prototype de publication dotée d'un contenu dynamique et d'un support collaboratif

Quoi ? Tester une approche éditoriale fondée sur des outils de data visualisation, qui permette une co-rédaction avec des utilisateurs externes.

Pour quoi ? Permettre aux publics de l'Insee d'être partie prenante de la démarche d'analyse statistique.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	De nouvelles technologies de publications interactives, permettant d'adapter le contenu de l'analyse aux domaines d'intérêt, ont été expérimentées. L'ambition initiale d'aller jusqu'à une co-édition, avec la possibilité pour des utilisateurs externes de contribuer, n'a pas abouti sur une mise en œuvre effective, en raison du risque éditorial (perte de lisibilité sur la responsabilité éditoriale et les garanties de qualité). Au fil des ans, le caractère dynamique des publications de l'Insee s'est fortement enrichi en mobilisant d'autres technologies adaptées à l'écosystème technique d'insee.fr (illustrations interactives dans les publications en ligne ; tableaux de bord de l'économie française).			

A.2.7 Diffuser en ligne des produits rendus attractifs et interactifs à l'aide de méthodes et d'outils de communication performants

Quoi ? Concevoir à l'aide de méthodes et d'outils de data visualisation des produits de diffusion interactifs et les mettre à disposition sur insee.fr.

Pour quoi ? Mieux répondre à la diversité des utilisateurs en mettant à leur disposition des produits leur permettant d'obtenir des statistiques adaptées à leurs besoins.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les graphiques et cartes interactifs sur insee.fr sont appréciés et l'offre de datavisualisation s'est enrichie (tableau de bord de l'économie française, cartographie infracommunale, visualisations sur les salaires, la pyramide des âges et l'espérance de vie). Le convertisseur franc-euro modernisé constitue l'un des outils les plus consultés du site.			

	<i>Ces outils ont un fort usage, notamment pédagogique et grand public, mais certains sont vieillissants (inflation personnalisée, prénoms) et nécessitent une mise à jour. La capacité de développement de nouveaux outils reste contrainte, malgré des besoins identifiés (ODIL, valorisation des données Esane).</i>
--	---

A - Objectif 3 : Développer la culture statistique de tous les publics

A.3.1 Développer de nouveaux canaux de communication pour toucher différemment nos publics et en atteindre de nouveaux

Quoi ? Créer de nouveaux canaux (blog de l'Insee, application smartphone, web conférences...), complémentaires à ceux existants, pour communiquer autrement et pour entrer en contact avec de nouveaux publics n'utilisant pas les canaux traditionnels.

Pour quoi ? Accroître les chances d'atteindre tous les publics.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>L'action est déjà largement aboutie, avec la création du blog en 2020, de l'application Insee Mobile en 2021, d'un compte Instagram en 2024, sans compter les nouveaux formats destinés spécifiquement à notre public médiateur que sont les journalistes. Mais on peut toujours innover davantage et développer de nouveaux canaux : Tik-Tok, autres réseaux sociaux qui monteraient en puissance, podcasts... et au-delà des canaux, toujours adapter la façon de nous y projeter, selon les codes qui évoluent en permanence.</i>			

A.3.2 Développer une offre spécifique de pédagogie statistique en direction des jeunes générations

Quoi ? Utiliser des outils pédagogiques pour promouvoir la statistique auprès des jeunes, et prioritairement des collégiens et lycéens.

Pour quoi ? Diffuser la culture statistique en ciblant d'abord les jeunes en tant que (futurs) citoyens, mais aussi les publics avec qui ils sont en contact (leurs parents, leurs enseignants).

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>À la suite du rapport de l'IG sur la culture statistique, plusieurs actions ont été lancées pour renforcer la diffusion et l'appropriation des statistiques : refonte de la rubrique « Découvrir, apprendre, enseigner » ; développement de partenariats avec l'Éducation nationale (Eduscol, master class, accueil de classes, ressources pédagogiques) ; collaboration avec Citéco pour créer des outils ludiques et pédagogiques. Cependant, cet objectif reste à consolider, notamment en structurant des partenariats nationaux avec des médias (TV, radio) et institutions culturelles à forte audience.</i>			

A.3.3 Mettre en place un service de qualification de statistiques d'intérêt général sur des domaines bien identifiées

Quoi ? Définir et expérimenter des procédures visant à distinguer dans les statistiques produites hors du service statistique public celles complétant utilement et avec une qualité jugée suffisante le champ de la statistique publique.

Pour quoi ? Renforcer la capacité du public à identifier une statistique de qualité.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	L'ASP peut attribuer depuis 2013 un label d'intérêt général et de qualité statistique à des productions statistiques hors SSP. Une procédure de reconnaissance de la qualification de statistique d'intérêt général a été mise en place en 2022 en complément de la procédure de labellisation. Dans les deux cas, l'ASP s'appuie sur le comité du label pour l'instruction ; l'unité Qualité de la DMCSI contribue à l'instruction des dossiers pour la reconnaissance de la qualification de statistique d'intérêt général.			

A - Objectif 4 : Renforcer la confiance du public

A.4.1 Renforcer la communication sur les valeurs et apports de la statistique publique

Quoi ? Développer une politique active de communication sur la plus-value apportée par la statistique publique, sur la qualité de ses statistiques, sur sa capacité à démêler le vrai du faux.

Pour quoi ? Mieux faire connaître le service statistique public et les valeurs qu'il porte.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Une partie de cette action est portée par le blog de l'Insee, qui permet d'ouvrir « la boîte à outils » de l'institut et d'exposer ses méthodes. En particulier, le billet de blog sur le service statistique public et ses valeurs, contribue clairement à cet objectif. Il reste à porter activement dans la durée ces messages, avec l'ensemble des SSM. Un autre aspect en cours de réalisation est la refonte des pages institutionnelles sur insee.fr, avec la proposition de développer une rubrique « L'Insee en toute confiance ».			

A.4.2 Permettre à tous les agents de relayer les informations et messages de l'Insee auprès de leurs publics

Quoi ? Donner aux agents, quelle que soit leur fonction, la possibilité et la capacité d'être des porte-paroles de l'institut (contacts avec les personnes enquêtées, avec les acteurs locaux, interventions dans des établissements scolaires, communication dans des salons ou autres manifestations,...), en s'appuyant le cas échéant sur tout moyen mis à leur disposition (réseau social, fiches pédagogiques,...).

Pour quoi ? Consolider l'image de l'Insee et gagner la confiance de ses interlocuteurs.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	L'action a été largement engagée au cours d'Insee 2025, avec un outillage important et mis en avant régulièrement (brèves Symphonie, intervention pendant la formation des contrôleurs au Cefil, devant les encadrants). Là encore, on peut toujours envisager de faire plus et mieux en la matière. Dans tous les aspects de ces actions, la question demeure de mesurer l'impact, non seulement en termes de volume de publics touchés (qui restent toujours modestes) mais au-delà, en termes d'impact sur l'image de l'institut.			

A.4.3 Approfondir l'action régionale grâce à la coordination territoriale de la Statistique publique et à la concertation avec les acteurs locaux

Quoi ? Œuvrer pour mettre en place des instances de concertation et d'échanges, avec les acteurs publics et utilisateurs de statistiques publiques, sur les sources et méthodes utilisées, les travaux conduits et les projets envisagés.

Pour quoi ? Asseoir localement la notoriété de la statistique publique pour gagner la confiance des acteurs locaux.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Les directions régionales ont engagé de multiples actions pour raviver les instances d'échanges, de diagnostics économiques par exemple. Un certain degré d'agilité s'avère indispensable pour s'adapter aux conditions locales très diverses. Des partenariats ont contribué à ces objectifs même si leur nombre tend à baisser en raison de moyens budgétaires plus faibles. De nouvelles formes d'échanges ont pu se développer pour pallier cette tendance.</i>			

Orientation B - Innover et être en première ligne sur les sources de données

Pour éclairer le débat économique et social dans un contexte en évolution, l'Insee doit constamment chercher à innover tout en consolidant ses fondamentaux. Cela commence par l'amélioration de ses processus phares, qui produisent des statistiques de référence pour le débat public. C'est l'occasion pour l'institut de renforcer son engagement sur la qualité et de le faire savoir à ses utilisateurs. Enfin, l'Insee doit développer sa capacité et sa culture d'innovation pour traiter au mieux et avec réactivité les sujets émergents et, en exploitant de nouvelles sources de données, mieux satisfaire les besoins.

B - Objectif 1 : Améliorer nos processus phares pour renforcer notre légitimité et notre pertinence dans l'utilisation des sources

B.1.1 Faire des répertoires Sirene et LEI des référentiels incontournables pour les secteurs public et privé

Quoi ? Pour Sirene, mener un ensemble d'opérations visant à améliorer le système d'information, à simplifier et à enrichir les usages du répertoire ; pour le répertoire des LEI (Legal Entity identifier : identifiant unique, au niveau mondial, des intervenants sur les marchés financiers), en étendre le champ et enrichir les informations qu'il contient.

Pour quoi ? Accroître la légitimité de l'Insee à positionner Sirene comme référentiel unique pour les administrations de l'État, et à attribuer des LEI.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Le projet Sirene 4 est en production depuis 2023. L'activité du LEI n'a cessé de croître ces dernières années. Toutefois avec la mise en production du Guichet Unique des Entreprises, il reste du travail pour réussir à mettre en place un SI totalement cohérent. Côté LEI des améliorations sont également en cours afin de faciliter le parcours utilisateur des entreprises demandeuses et la gestion en interne des dossiers.			

B.1.2 Conduire des études qui s'appuient sur des répertoires

Quoi ? Mobiliser les répertoires gérés par l'Insee pour produire des études dans des domaines ou sur des thématiques bien choisies.

Pour quoi ? Conforter la légitimité de l'Insee à gérer les répertoires.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les répertoires constituent une infrastructure centrale pour la cohérence de la statistique publique et les appariements de données et sont mobilisés pour des usages statistiques. Le répertoire électoral unique (REU) permet ainsi de produire une photographie du corps électoral avant chaque élection et d'analyser certaines dynamiques (ex. procurations, inscription hors commune). Le RNIPP, alimenté par l'état civil, fournit des statistiques rapides sur les naissances, décès et mariages et permet d'étudier des phénomènes comme les changements de nom. Les répertoires sont moins directement utilisés pour les études sur les entreprises du fait du nombre limité de variables qu'ils contiennent et doivent être complétés par d'autres sources (ex. Système d'Information de la Démographie des Entreprises (SIDE)).			

B.1.3 Adapter le recensement pour satisfaire les demandes nationale et européenne, en optimisant ses coûts

Quoi ? Poursuivre la refonte de la collecte (dématérialisation, expérimentation de nouveaux modes de collecte) et trouver d'autres moyens d'alléger la charge des communes et de l'Insee ; faire évoluer les processus de production et de diffusion pour mieux répondre aux demandes, et notamment aux demandes européennes de données finement localisées et d'informations plus fraîches.

Pour quoi ? Consolider le recensement comme élément central dans la diffusion de données et la conduite d'études à tous les niveaux géographiques.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>De nombreuses évolutions du recensement ont été mises en œuvre au cours de la dernière décennie dans cet objectif : généralisation de la collecte sur internet et collecte sur smartphone et accessible tous publics ; évolutions du questionnaire pour tenir compte des besoins des utilisateurs ; passage à la PCS2020 ; amélioration des outils de codification (PCS et activité) ; travaux pour raccourcir les délais d'un an ; intégration de Mayotte aux EAR à partir de 2021 ; expérimentations pour alléger la supervision...</i>			

B.1.4 Poursuivre, chaque fois que c'est possible et opportun, l'harmonisation des productions statistiques des DOM avec la métropole

Quoi ? Faire en sorte que les processus de production statistique se déroulent de la même manière dans les DOM et en métropole pour disposer de statistiques nationales et locales homogènes, établies avec une méthodologie commune.

Pour quoi ? Mettre en avant le savoir faire de l'Insee dans l'exploitation de sources à priori hétérogènes pour produire des statistiques de qualité homogènes sur tout le territoire national, en visant des gains d'efficience.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Le pôle Appui DOM, créé en 2017 à Limoges sous maîtrise d'ouvrage DMCSI, vise à mieux valoriser les statistiques des DROM et à produire des exploitations permettant les comparaisons avec la métropole. Il contribue également à l'intégration des DROM dans les processus statistiques de l'Insee et à leur meilleure mobilisation en interne, notamment dans les travaux des PSAR. Toutefois, cette dynamique reste en cours de consolidation en raison de la maturité encore inégale des données administratives dans les DROM, qui limite à ce stade l'harmonisation complète (ex. couverture partielle de Résil pour Mayotte et la Guyane).</i>			

B.1.5 Refondre le processus de production des comptes nationaux

Quoi ? Simplifier le processus d'élaboration des comptes nationaux, lui donner la souplesse nécessaire pour intégrer aisément les évolutions souhaitées, et renforcer la traçabilité des traitements effectués notamment par des métadonnées.

Pour quoi ? Consolider la production des comptes nationaux, source de première importance pour l'action publique

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	L'amélioration continue des comptes nationaux répond aux exigences européennes (révisions quinquennales, traçabilité du Revenu national brut - RNB). Grâce à la modernisation des outils (Toucan, Goeland, migration vers R), la traçabilité et les pratiques ont été optimisées, renforcées par des inventaires RNB et une documentation approfondie de la base 2020, disponible sur insee.fr. Cette dynamique s'appuie aussi sur le plan d'action issu de l'audit de l'Inspection générale, visant à simplifier la chaîne de production : suppression expérimentale de certains comptes (2026-2027) et refonte de Colibri pour gagner en productivité, traçabilité et gestion des variantes.			

B - Objectif 2 : Renforcer et faire connaître la démarche qualité

B.2.1 Mettre l'Unité Qualité en capacité d'implanter des cadres d'assurance qualité visant à la sobriété

Quoi ? Mettre en place, d'abord pour les processus statistiques puis pour les processus d'appui et de pilotage, des démarches aussi génériques que possible permettant d'identifier les points de fragilité et les moyens de les maîtriser, afin d'améliorer la qualité de ces processus et les rendre plus sobres.

Pour quoi ? Consolider le crédit dont bénéficie l'Insee dans la maîtrise de la qualité.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La méthodologie des démarches qualité a beaucoup progressé et est maintenant outillée, avec différentes étapes : description des processus ; analyse de risques ; plan d'actions. L'unité Qualité communique régulièrement pour acculturer tout le monde à la Qualité et pour inciter les MOA à s'engager dans des démarches qualité, notamment dans le cadre de la stratégie 2022-2027. Le COSAQ est également un point d'appui pour convaincre les MOA et faire des retours sur les success story.			

B.2.2 Expérimenter sur un processus approprié la certification par des normes de type ISO

Quoi ? Expérimenter une autre manière de certifier la qualité d'un processus lorsqu'elle ne peut l'être par une procédure adaptée à la production statistique.

Pour quoi ? Accroître la capacité de l'Insee comme certificateur de processus autres que statistiques.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les démarches qualité ont été expérimentées sur des processus non statistiques (formation en 2020, maîtrise des risques financiers en 2022). Pour autant, elles ne se sont pas appuyées sur des démarches de certification de type ISO mais plutôt sur des adaptations du GSBPM pour la description de ces processus.			

B.2.3 Cartographier les risques susceptibles d'affecter les processus

Quoi ? Mettre au point un protocole d'analyse des risques et le tester sur plusieurs processus.

Pour quoi ? Améliorer la qualité des processus en renforçant la sécurité.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La démarche retenue pour l'analyse des risques est l'analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC). Elle est présentée notamment dans l'article sur les démarches qualité du Courrier des statistiques n°14 de décembre 2025.			

B.2.4 Moderniser les processus et les outils de mise à disposition et d'archivage des données de l'Insee

Quoi ? Clarifier les circuits, les acteurs et leurs rôles, refondre les outils de mise à disposition et d'archivage et les mettre en conformité avec les standards en vigueur (RMeS), sensibiliser les agents à l'archivage comme composante clé d'un processus de production statistique.

Pour quoi ? Préserver le patrimoine de l'Insee et accroître sa capacité à constituer des séries longues aussi homogènes que possible.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La transition de SAS vers R s'est accompagnée de la conversion du stock de fichiers SAS archivés en parquet. L'archivage des documents a été encadré par des tableaux de gestion et d'archivage à la DG et en DR, avec une harmonisation au niveau de la DG. D'ici 2027, la Plateforme de Données assurera l'intégration des données de référence des producteurs, leur catalogage et leur mise à disposition. Enfin, les travaux sur les métadonnées (Rmès) et la coordination du comité des métadonnées renforcent l'intégration des données dans la production statistique.			

B.2.5 Clarifier les procédures de validation des statistiques produites

Quoi ? Clarifier et systématiser les démarches conduisant à valider les statistiques produites avant leur diffusion, en examinant leur vraisemblance et leur cohérence externe (i.e. lorsqu'on les confronte à d'autres sources d'information).

Pour quoi ? Renforcer la crédibilité des productions de la statistique publique.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Une méthodologie de validation des statistiques a été produite et diffusée par la DMCSI sous forme de protocole, avec un large partage au sein du SSP. Cette méthodologie pourra être revisitée à l'aune de la mission en cours sur le data editing.			

B.2.6 Développer la communication sur la qualité de nos processus

Quoi ? Définir et mettre en œuvre des actions de communication pédagogiques et adressées à un large public sur la qualité des processus statistiques du SSP.

Pour quoi ? Défendre le professionnalisme du SSP en matière de production statistique.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>La rubrique Qualité du site insee.fr a été enrichie pour communiquer sur la politique et la stratégie Qualité du SSP déclinée en 3 niveaux : une politique qualité « Intégrer la qualité dans les processus dans un objectif de sécurisation et d'efficacité » ; une stratégie qualité qui définit le chemin pour atteindre les cibles fixées ; des feuilles de route qui déclinent en actions opérationnelles les axes et thèmes de la stratégie qualité .</i>			

B - Objectif 3 : Développer la capacité d'innovation et la culture R&D ouverte sur l'extérieur

B.3.1 Mettre en place une structure « SSP-Lab » pour développer la R&D en production statistique

Quoi ? Créer une unité qui aura comme missions de développer l'innovation dans les productions statistiques, de monter des expérimentations sur des sujets bien choisis, d'appuyer les directions métiers et les Services statistiques ministériels dans leurs démarches d'innovation.

Pour quoi ? Garantir que le SSP consacre des ressources spécifiquement dédiées à l'innovation.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Créé en 2018, le SSP Lab a pour mission de promouvoir l'innovation au sein de la statistique publique. Il assure une veille technologique, diffuse les méthodes et outils innovants et explore le potentiel des nouvelles sources de données et de la data science à travers des expérimentations concrètes. Il anime également les réseaux d'innovation (notamment celui des data scientists) via des événements, formations et outils de diffusion. Ses travaux, menés en lien étroit avec la DSI, couvrent la data science au sens large et s'appuient sur des actions variées : expérimentations, hackathons, formations, publications et participation à des projets nationaux et internationaux, avec l'objectif de renforcer l'innovation à l'Insee.</i>			

B.3.2 Construire un dispositif d'enquêtes légères pour répondre plus rapidement à des demandes

Quoi ? Mettre en place une démarche pérenne de réponse rapide aux demandes émergentes, en lançant des enquêtes dans un format réduit et dans un délai court, ou en s'appuyant sur des dispositifs existants (introduction de modules dans des enquêtes de conjoncture, par exemple).

Pour quoi ? Augmenter la réactivité de l'Insee en innovant dans les dispositifs d'enquête.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Hormis pendant la période Covid où des enquêtes rapides ont été conduites (Enquête EpiCov de l'Inserm et de la Drees par exemple), cette action s'est essentiellement concrétisée par l'introduction de modules dans les enquêtes de conjoncture. Ainsi, un module d'actualité a été introduit dans les enquêtes de conjoncture auprès des ménages à partir de décembre 2022. Les questions sont régulièrement actualisées et communiquées au CNIS et les données font l'objet d'une diffusion sous forme d'éclairage dans la Note de Conjoncture.</i> <i>Pour suivre les conséquences du conflit en Ukraine en 2022, des questions ont été ajoutées dans les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises. Toutefois le modèle actuel des enquêtes de conjoncture entreprises rend ces opérations d'ajout/suppression fastidieuses. L'intégration dans la filière d'enquête, prévue en janvier 2027, permettra de capitaliser sur les nouveaux outils de conception de questionnaire. Une question trimestrielle d'actualité sera systématiquement ajoutée. L'outil permettra en outre, le cas échéant, de n'ajouter des questions que sur un champ spécifique.</i>			

B.3.3 Poursuivre la génération automatique de questionnaires d'enquête en vue de la collecte multimode

Quoi ? Développer des outils permettant de générer automatiquement des questionnaires sous différents supports ou formats à partir d'un document unique de spécifications.

Pour quoi ? Renforcer la qualité des enquêtes et de leurs questionnaires.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Les outils Pogues et Eno, intégrés à la filière d'enquête, automatisent la génération de questionnaires multi-supports. Pogues permet aux concepteurs de décrire les questionnaires (libellés, contrôles, filtres) et d'en visualiser le rendu (web, papier, poste enquêteur). Eno, utilisé depuis 2015, transforme ces descriptions en instruments de collecte (formulaires, modules enquêteurs), automatisant la production des supports selon les besoins des infrastructures.</i>			

B.3.4 Refondre la collecte des données sur le tourisme

Quoi ? Accroître la dématérialisation des enquêtes, étendre le champ (à l'hébergement par des particuliers, par exemple), recourir à de nouvelles sources de données (des plates-formes notamment), revoir le dispositif de suivi de la demande touristique.

Pour quoi ? Renforcer le positionnement de l'Insee dans le domaine des statistiques sur le tourisme.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>La collecte dématérialisée, en forte croissance, se concentre désormais sur la consolidation (anticipation des changements logiciels des établissements) et sur les conventions avec les éditeurs pour centraliser la collecte de plusieurs établissements via un seul point d'entrée.</i> <i>Les données de plateformes, pérennisées par Eurostat, enrichissent l'analyse de ce secteur dynamique. Parallèlement, l'exploitation des données téléphoniques élargit l'observation de la fréquentation touristique. Enfin, le suivi de la demande touristique a été repensé avec l'enquête Insee Voyages (professionnels/personnels), opérationnelle depuis fin 2025.</i>			

B.3.5 Produire, en s'appuyant sur de nouvelles sources, des indices de chiffre d'affaires plus détaillés

Quoi ? Produire des indices de chiffres d'affaires par branche d'activité et s'appuyer sur des sources alternatives pour améliorer leur processus de production

Pour quoi ? Améliorer la qualité d'indicateurs conjoncturels d'activité et en réduire les délais de diffusion.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les indices de chiffre d'affaires sont publiés à un niveau sous-classe, en secteur, à partir des déclarations de TVA (formulaire CA3). Les délais de production des ICA service et commerce ont été réduits. La mise en place de la facturation électronique conduira à revoir les processus.			

B.3.6 Investir dans les méthodes de collecte recourant aux nouvelles technologies

Quoi ? Faire évoluer les dispositifs actuels d'enquête en exploitant les possibilités offertes par les nouvelles technologies. Collecter, par exemple, les informations enregistrées par les capteurs des smartphones des personnes enquêtées, combinées à celles qu'elles ont elles-mêmes renseignées.

Pour quoi ? Innover dans les processus de collecte pour capter des informations nouvelles et répondre à des besoins insatisfaits jusqu'à présent.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	L'Insee a suivi l'ensemble des travaux effectués dans le projet ESS Net Smart Survey Implementation (https://www.insee.fr/fr/information/7231385) et contribué à la partie méthodologique de ce projet de grande ampleur, aux acteurs nombreux. Il a participé activement à la mesure des effets de mode entre outils traditionnels et innovants, via les tests sur les enquêtes à carnet (enquête Emploi du temps) ainsi qu'au test de l'application de photographie de tickets avec test de reconnaissance automatique des lignes de dépenses, actuellement utilisée pour l'enquête Budget de Famille.			

B.3.7 Investir dans l'anonymisation et le cryptage des micro-données

Quoi ? Développer des techniques permettant l'anonymisation et le cryptage des données recueillies, en conservant entières les possibilités de les exploiter à des fins statistiques.

Pour quoi ? Gagner la confiance de nos interlocuteurs par une gestion très stricte de la confidentialité des informations.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Un investissement important a été mené sur les sujets de confidentialité par le département des méthodes statistiques (DMS) : utilisation de la méthode des clés aléatoires (cell-key méthode) ; chantiers en cours sur les règles de secret, les données synthétiques, la confidentialité différentielle. La feuille de route 2023-2026 donnera lieu à un bilan courant 2026 et une nouvelle feuille de route 2026-2029 sera engagée.			

B.3.8 Développer les liens entre l'Insee et le monde académique

Quoi ? Établir des partenariats avec le monde de la recherche (par l'accueil de doctorants ou post-doctorants, par la création de chaires de recherche,...) pour développer la capacité de l'institut à exploiter les sources existantes et recourir aux nouvelles sources de données.

Pour quoi ? Développer une culture de recherche et développement dans le traitement des sources de données multiples.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La DESE développe des partenariats académiques réguliers via des séminaires conjoints (CREST-ENSAE, CEPII, IGN-LASTIG) favorisant les échanges entre économistes et statisticiens. De nombreux chargés d'études sont engagés dans des doctorats, leurs travaux donnent lieu à des présentations en séminaires et à des publications dans des revues scientifiques. Depuis 2022, l'Insee participe à la Chaire Finance Digitale, dédiée à l'exploitation des données de paiement par carte bancaire afin d'en analyser la qualité et le potentiel pour éclairer l'activité économique, les mobilités ou l'évaluation des politiques publiques. Le SSP Lab est aussi engagé dans le projet ANR Mobitic avec l'université Gustave Eiffel et Orange autour des données Flux Vision, avec l'accueil de doctorants et post-doctorants produisant des travaux de recherche. Enfin, des journées scientifiques sont organisées chaque année avec l'ENSAE-ENSAI et l'Insee autour de présentations croisées chercheurs-méthodologues.			

B.3.9 Mettre à disposition des communautés extérieures les méthodes et programmes développés par la statistique publique

Quoi ? Ouvrir nos méthodes et programmes pour bénéficier d'une expertise extérieure, et faire bénéficier les statisticiens extérieurs des apports de la statistique publique.

Pour quoi ? Rendre visible à l'extérieur la capacité d'innovation de la statistique publique.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Le site Insee.fr comporte des pages Modèles, méthodes et outils statistiques https://www.insee.fr/fr/information/2022002 , donnant accès aux documents de travail méthodologiques, mais aussi aux packages R et modèles mis à disposition et plus largement au GitHub InseeFr.			

B.3.10 Investir dans de nouvelles méthodes d'appariements au sein de domaines émergents

Quoi ? Avec l'appui du « SSP-Lab », investir dans des nouvelles méthodes d'appariement et les expérimenter notamment sur les nouvelles sources mises à disposition.

Pour quoi ? Améliorer l'offre de la statistique publique en investissant dans des méthodes innovantes.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Le SSP Lab a formalisé ses travaux sur l'appariement de données dans un document méthodologique et un article (Courrier des statistiques), dans le cadre du projet Données administratives. Plusieurs prototypes d'appariement ont été développés, comme Fidelimmo (revenus/ménages et propriété immobilière, en production) et Fidelipro (patrimoine professionnel, en cours avec DGFIP et IPP). Un appariement en production lie ménages agricoles, pratiques agricoles et santé (SNDS). Enfin, des travaux visent à mesurer les émissions des établissements via le croisement de sources.</i>			

Orientation C - Contribuer activement, avec l'ensemble de la statistique publique, à la statistique européenne

La France, avec son service statistique public, doit prendre une part déterminante dans la construction d'une statistique européenne de qualité. Cela passe par la consolidation des partenariats avec les autres pays au sein de réseaux ou se diffusent et s'échangent savoirs et bonnes pratiques tant sur les méthodes que sur les sujets innovants. Le service statistique public doit s'appuyer sur cette organisation pour mener des travaux comparatifs afin de situer la France au sein de la communauté européenne. Il doit enfin développer ses compétences ainsi que ses modes et outils de diffusion et de communication, pour jouer pleinement son rôle dans la statistique européenne.

C - Objectif 1 : Prendre toute notre place dans la construction statistique européenne et internationale

C.1.1 Préparer, décider, assumer et coordonner les engagements européens du SSP

Quoi ? Préparer chaque réunion européenne (choix de participants mandatés et informés pour porter la position française) et en faire un retour systématique à toutes les parties prenantes, mettre en place une animation transversale des personnes impliquées dans les projets européens.

Pour quoi ? S'organiser pour mieux armer et légitimer le positionnement du SSP dans la construction statistique européenne.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La division Coordination internationale de la DMCSI coordonne, prépare et fait un retour sur le CSSE (réunion des DG des INS) et sur le groupe statistique (négociation du Conseil). A leur niveau (réunion des directeurs), les directrices et directeurs de la DG se chargent de solliciter en amont les différents services (y compris SSM) concernés par les sujets traités, assistent aux réunions et en font un retour. L'animation transversale par la DMCSI de l'ensemble des personnes impliquées dans les réunions et projets européens est en revanche difficile à concrétiser. Les personnes impliquées dans les activités européennes (groupes d'experts, task force) rapportent en effet à leur hiérarchie directe.			

C.1.2 Activer et personnaliser les relations avec les partenaires européens et internationaux

Quoi ? Réaliser, par domaine ou thématique, une cartographie des différents projets, groupes et réseaux animés par Eurostat pour identifier les bons interlocuteurs et construire ainsi un réseau de relations pertinent.

Pour quoi ? Être proactif dans la construction de la statistique européenne en s'appuyant sur des réseaux appropriés.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :
Commentaire	La cartographie des différents projets, groupes et réseaux animés par Eurostat est faite ponctuellement (idem pour l'OCDE ou l'UNECE). En revanche, vu les mobilités, il est difficile de tenir à jour la liste des participants. Il n'y a pas eu de centralisation de cette information.			

C.1.3 Déterminer et programmer chaque année des engagements européens ambitieux

Quoi ? Retenir dans les priorités du programme de travail annuel des projets européens portant sur des thèmes ou méthodes d'intérêt commun.

Pour quoi ? Être force de proposition constructive et déterminante au sein d'Eurostat.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Chaque année, est présentée en CD la liste des projets européens auxquels l'Insee contribue, et la liste des projets à venir, pour que les directions se positionnent. Par ailleurs, les sujets stratégiques étant discutés en CSSE, le DG identifie aisément les thématiques où il est important que l'Insee soit présent et force de proposition.			

C.1.4 Organiser, dans les trois ans, le workshop européen sur les données de caisse

Quoi ? Organiser un atelier sur deux jours, rassemblant une cinquantaine de statisticiens des pays européens, consacré à l'utilisation des données de caisse.

Pour quoi ? Témoigner de la volonté de l'Insee de participer aux travaux de pointe avec les partenaires européens.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Un workshop européen sur les données de caisse s'est tenu à l'Insee en septembre 2019. Ce workshop a permis aux différents pays participants de présenter leurs avancées sur l'utilisation des données de caisse pour le calcul de l'IPC et les méthodologies nouvelles pour les exploiter.			

C.1.5 Promouvoir la définition économique de l'entreprise et son intégration dans les répertoires et les statistiques structurelles des autres pays

Quoi ? Inciter les instituts statistiques des pays européens à adopter la définition économique de l'entreprise retenue par la France, de manière à assurer la comparabilité des statistiques structurelles d'entreprise produites par les pays.

Pour quoi ? Jouer un rôle actif au sein d'Eurostat en faisant bénéficier les autres instituts de l'expérience de l'Insee dans le champ de la statistique d'entreprise.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La définition économique de l'entreprise est explicitement retenue dans les guidelines d'Eurostat sur le profilage. En revanche, sa mise en œuvre pratique n'est pas homogène au sein des différents Etats de l'Union.			

C.1.6 Investir, en partenariat avec d'autres instituts nationaux de statistique, dans le développement de nouveaux indicateurs conjoncturels quantitatifs

Quoi ? Enrichir la palette d'indicateurs conjoncturels pour couvrir les services et créer un indice mensuel synthétique de la production marchande nationale, qui sera le pendant quantitatif de l'indicateur sur le climat des affaires.

Pour quoi ? Construire avec d'autres pays des indicateurs phares pour le suivi de la conjoncture économique au niveau européen.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	Un indice mensuel synthétique de la production marchande nationale n'a pas été construit et publié car celui-ci pourrait être confondu avec le PIB publié plus tôt.			

C.1.7 Contribuer activement aux découpages territoriaux de la statistique européenne et à leurs implications pour la construction des données

Quoi ? Revoir les découpages statistiques du territoire français (zonage(s) en aires urbaines, zones d'emploi, unités urbaines) pour les adapter aux demandes en données territoriales tout en les articulant aux découpages européens.

Pour quoi ? Construire des zonages sur le territoire national qui satisfassent les besoins des utilisateurs des statistiques du SSP tout en assurant la comparabilité avec les zonages des autres pays.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	De nouvelles impulsions ont été données par Eurostat pour définir un zonage grille de densité harmonisé ; une première édition a été constituée en France en 2022 à partir de données de population administratives (Fideli 2018) ; puis une seconde en 2025 à partir de données de recensement (RP 2021), comme requis par Eurostat. Par ailleurs, le zonage fonctionnel des aires d'attractions des villes s'est substitué au zonage en aires urbaines. Ce nouveau zonage est adhérent à la grille de densité et fait abstraction des unités urbaines et du bâti. Le zonage en zones d'emplois répond aussi à de nombreux besoins liés au marché du travail.			

C.1.8 Établir avec d'autres instituts nationaux de statistique des partenariats sur des domaines innovants

Quoi ? Investir sur des sujets innovants en mettant en commun les expertises des différents instituts nationaux de statistique.

Pour quoi ? Prendre une part active dans la construction d'une statistique européenne innovante.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	L'Insee s'est fortement impliqué dans les ESS Net ces dernières années et récemment, dans le centre de ressources pour l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique pour les statistiques officielles (One-stop-shop AIML4OS). Ce centre de ressources, constitué d'un consortium de 14 pays, vise à rassembler les connaissances et développer des cas d'usage de l'IA et de l'apprentissage automatique pour la production de statistiques officielles.			

C - Objectif 2 : Renforcer notre expertise dans les comparaisons internationales

C.2.1 Comparer notre organisation, nos outils et nos méthodes aux pratiques, dans ces domaines, des autres instituts nationaux de statistique

Quoi ? Acquérir la connaissance des instituts nationaux de statistique, de leurs organisations et des outils et méthodes qu'ils promeuvent.

Pour quoi ? Œuvrer à la construction d'une statistique européenne en ayant la pleine connaissance des instituts nationaux des différents pays et de ce qui les distingue.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>L'Insee est inséré dans des réseaux européens via la participation de certains agents à des projets avec d'autres INS (consortium pour des activités de coopération, ESSNET ...). La division Coordination internationale de la DMCSI accumule par ailleurs progressivement de la connaissance sur les instituts nationaux de statistique étrangers. Des bilatérales (avec Destatis, CBS, ...) sont notamment organisées afin d'avoir une vue d'ensemble sur le fonctionnement de l'INS.</i>			

C.2.2 Promouvoir l'accès des instituts nationaux de statistique aux données individuelles des enquêtes des autres instituts

Quoi ? Sensibiliser l'ensemble des instituts nationaux à l'intérêt pour chacun d'eux d'accéder aux données individuelles des enquêtes des autres instituts, et en organiser conjointement la mise à disposition.

Pour quoi ? Conduire des analyses comparatives approfondies grâce à l'apport des micro-données.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Des analyses comparatives à partir de micro-données se sont faites ponctuellement. Sur certaines thématiques (Douanes, Large Case Units, ...), c'est la construction de la statistique européenne qui conduit à échanger les données entre pays.</i>			

C.2.3 Favoriser l'accès du public aux statistiques internationales à partir de notre offre et de nos sites internet

Quoi ? Faciliter l'accès du public aux comparaisons internationales en systématisant une rubrique internationale dans les publications de l'Insee et en développant sur le site de l'institut des pages « international » et des liens vers les organismes internationaux.

Pour quoi ? Accompagner le public pour répondre à ses besoins de comparer la France ou ses régions à d'autres pays ou régions européennes.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La dimension internationale, surtout européenne, est intégrée assez discrètement dans les outils de l'Insee : le Tableau de bord de l'économie française inclut un volet « Europe », les espérances de vie européennes sont accessibles via un outil interactif, et les indicateurs de richesse nationale comportent des comparaisons européennes. Un tag « international » facilite l'identification des publications à portée internationale, mais les comparaisons européennes restent rares et aucune page dédiée n'existe sur le site.			

C.2.4 Développer des analyses comparatives entre pays ou régions dans des domaines bien choisis

Quoi ? Mobiliser les statistiques que les différents pays communiquent à Eurostat, pour mener des analyses comparatives sur des sujets déterminés, y compris au niveau régional.

Pour quoi ? Accroître notre compétence en matière de comparaisons internationales entre pays ou régions en diversifiant les sujets traités.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les analyses comparatives au niveau des régions européennes sont rares et mériteraient d'être davantage mobilisées à l'avenir. A cet égard, des fiches du prochain Insee Référence « La France et ses territoires » seront enrichies par des cartes au niveau européen.			

C.2.5 Élaborer des comparaisons entre grandes métropoles européennes en collaboration avec des partenaires de l'Union européenne

Quoi ? Produire des analyses comparées des performances et trajectoires des grandes métropoles françaises au regard d'autres métropoles européennes, afin de dégager des avantages comparatifs des unes par rapport aux autres.

Pour quoi ? Approfondir les comparaisons de territoires pour améliorer la connaissance des expériences étrangères dans la mise en œuvre de politiques territoriales.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :
Commentaire	La comparaison des métropoles européennes est un sujet d'étude très pertinent, qui n'a pas pu être poursuivi faute de moyens. Cet objectif stratégique pourrait être davantage priorisé à l'avenir.			

C.2.6 Investir, en mutualisant, dans la production et la diffusion de données et d'études transfrontalières

Quoi ? Inventorier et documenter les données locales disponibles dans les zones frontalières, assurer leur cohérence et leur comparabilité, alimenter un entrepôt de données locales et transfrontalières à des fins de diffusion et d'études.

Pour quoi ? Développer la connaissance des zones transfrontalières pour mieux comprendre les phénomènes locaux relevant de l'économie géographique (effets des disparités des prix, des coûts, de la fiscalité, de la protection sociale..., sur les migrations par exemple).

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Le pôle des Statistiques transfrontalières a produit de nombreuses études.			

C - Objectif 3 : Développer nos compétences et nos ressources pour répondre aux enjeux de coopération internationale

C.3.1 Mener régulièrement, en direction des agents de l'Insee et du SSP, des actions de sensibilisation, de communication et de formation sur les enjeux européens

Quoi ? Élaborer un socle commun de documentation, définir un plan de communication sur les enjeux européens, construire des modules de formation.

Pour quoi ? Développer la capacité des cadres du SSP à s'insérer efficacement dans les réseaux internationaux et à prendre la mesure des enjeux liés à la coopération internationale.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Un module de formation a été construit et est déployé en interne à l'Insee (ainsi qu'à l'ENSAI). Une communication annuelle se fait en CD. Les réunions européennes du DG font l'objet de communications dans le compte rendu du CD.			

C.3.2 Organiser et valoriser les activités internationales dans les parcours professionnels

Quoi ? identifier les missions, postes et responsabilités à dimension internationale à offrir aux cadres de l'Insee, organiser et accompagner leur parcours à l'étranger et faire reconnaître l'expérience qui y a été acquise en la valorisant.

Pour quoi ? Inciter les cadres à passer une partie de leur parcours professionnel à l'étranger et augmenter ainsi leur capacité d'intervention et d'influence au sein du système statistique européen.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☒ Case :	☐ Case :
Commentaire	Des échanges d'informations sur les postes d'experts nationaux détachés qui s'ouvrent et sur le vivier sont organisés entre la DMCSI, la délégation à l'encadrement supérieur et la division Mobilités et encadrement. Les annonces pour les postes d'END, en particulier ceux d'Eurostat, sont disponibles sur Symphonie. Les efforts pour valoriser les activités internationales dans les parcours professionnels sont à poursuivre.			

C.3.3 Impulser les pratiques d'immersion linguistique dans les institutions de la statistique européenne et d'accueil de stages étrangers, et renforcer les formations linguistiques

Quoi ? Aménager les parcours de formation initiale et professionnelle des cadres de l'Insee pour leur offrir la possibilité de stages à l'étranger, et inciter les cadres étrangers à venir se former au sein du réseau de la statistique publique française.

Pour quoi ? Donner une ouverture et une expérience internationale aux cadres de l'institut.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	A l'ENSAE, les INSED doivent faire un semestre à l'international (stage ou mobilité académique) pour valider leur diplôme d'ingénieur. A l'ENSAI, les attachés sont de plus en plus nombreux à bénéficier d'une expérience internationale. Le niveau d'anglais des nouvelles générations a également fortement progressé.			

C.3.4 Améliorer notre site internet et nos autres supports en langue anglaise pour accroître notre visibilité à l'international

Quoi ? Adapter nos supports de communication de manière à améliorer leur accessibilité à nos partenaires européens.

Pour quoi ? Accroître notre réputation à l'international en communiquant plus efficacement sur notre organisation et nos activités.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	L'effort de traduction en anglais n'est que partiel. Seules certaines publications sont traduites (indicateurs systématiquement, rapport d'activité de l'Insee, note de conjoncture régulièrement, autres publications nationales rarement, sauf le chapô qui est systématiquement traduit). Le catalogue de données ouvertes Melodi est nativement bilingue. La navigation en anglais sur le site n'est que partiel, par exemple pour des pages thématiques comme les Essentiels sur... Les indicateurs sont consultés en anglais, les pages des publications nettement moins. La pertinence d'un effort supplémentaire de traduction se pose, à l'ère de la traduction automatique.			

Orientation D - Faire preuve d'agilité collective et de sobriété

Pour continuer à remplir ses missions dans un environnement changeant, l'Insee doit adapter son organisation et ses méthodes de travail. Il doit d'abord faire en sorte que ses agents s'approprient ses objectifs et partagent leurs connaissances. Il doit aussi s'appuyer sur leurs compétences, les développer et les mettre en valeur pour construire avec eux des parcours professionnels enrichissants. Il lui faut également gagner en souplesse, dans ses opérations ou dans la gestion de ses ressources, pour mieux répondre à des besoins nouveaux ou mieux réagir aux imprévus. Enn, la mise en commun des activités et la recherche d'une plus grande simplicité doivent être des sujets de préoccupation permanents.

D - Objectif 1 : Promouvoir un management qui encourage le partage des objectifs et des connaissances

D.1.1 Une communication interne renouvelée pour faire vivre la culture commune de la « maison Insee »

Quoi ? Renover ou adapter les supports de communication interne (refonte des intranets, nouveaux médias, réunions, événements, etc.) pour permettre aux agents de partager une culture commune, de s'approprier les projets de l'institut et d'y adhérer.

Pour quoi ? Renforcer la cohésion du collectif de travail.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Le site intranet Symphonie a été renouvelé et les supports de communication internes se sont enrichis (Déchiffrer La lettre, Déchiffrer Le Mag). Des réunions mensuelles du comité de direction (« Café Com ») permettent de définir les sujets d'actualité et les projets à partager avec tous les agents et de définir les supports de communication appropriés. La lettre hebdomadaire mise en place en 2013 à destination des encadrants de l'Insee et des chefs de SSM (Infos Encadrants) est diffusée chaque semaine et des réunions d'information en visio sont organisées plusieurs fois par an à destination de ce public.</i>			

D.1.2 Organiser un parcours de formation au management et en évaluer la réalisation

Quoi ? Définir un parcours de formation pour les encadrants, adapté à leur profil (formation de base pour les primo-encadrants, modules thématiques en fonction des besoins. . .) et en évaluer régulièrement les effets sur l'activité managériale.

Pour quoi ? Aider les encadrants à adopter les comportements attendus d'un manager (motivation des équipes, assurance dans la conduite des opérations, réactivité devant les aléas...).

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Un guide de l'encadrant est disponible sur le Portail des encadrants (sur Symphonie) et des parcours de formation sont proposés pour les primo-encadrants de proximité, les primo-encadrants opérationnels et les primo-encadrants stratégiques.</i>			

D.1.3 Diffuser, auprès des encadrants, la connaissance de l'agilité

Quoi ? Élaborer, à l'intention des managers, un dispositif de partage de connaissances et de communication sur les concepts et outils de l'agilité.

Pour quoi ? Diffuser les valeurs de l'agilité (transversalité, co construction, souplesse et réactivité, priorité à l'usage final...) et les mettre en pratique en vue de leur appropriation collective.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Plusieurs actions ont été menées pour promouvoir le management agile au sein des équipes : une demi-journée annuelle d'accueil et de formation pour les encadrants d'équipes agiles, organisée à la rentrée ; la publication régulière de billets de blog par les communautés agile et MOA du SI, destinés aux managers ; une formation de 2 jours en présentiel sur le management agile en 2019 (hors pilotage DSI) ; en 2020, une série de 10 webinaires intitulée « Osez essayer », partageant des retours d'expériences locales pour diffuser les valeurs et pratiques agiles (également hors pilotage DSI). Ces initiatives visent à ancrer la culture agile dans les pratiques managériales.</i>			

D.1.4 Expérimenter et animer, sur des domaines bien choisis, des communautés de connaissances, de compétences ou de travail

Quoi ? Créer des communautés d'agents aux profils variés, ouvertes sur l'extérieur, et faire en sorte qu'ils mutualisent et approfondissent leurs connaissances et savoir-faire et construisent ensemble de nouveaux outils et services. Une expérimentation sera conduite sur le thème de l'information géographique.

Pour quoi ? Développer, sur un collectif de travail donné, un management qui favorise le partage des connaissances et l'amélioration collective des compétences.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>De nombreuses communautés de connaissances, de compétences ou de travail ont été créées sur Symphonie (communauté Elasticsearch, espaces standards de métadonnées, experts techniques internationaux, espaces des utilisateurs des données infracommunales et urbaines, club Diffuseurs du SSP...). De nouvelles communautés ont vocation à être créées à l'avenir.</i>			

D.1.5 Lancer et outiller des initiatives nouvelles pour améliorer la transmission des savoirs

Quoi ? Expérimenter de nouvelles manières de transmettre des savoirs et des connaissances dans la perspective de proposer des méthodes et outils nouveaux - ou renforcer ceux déjà en place - pour organiser et développer la transmission.

Pour quoi ? Prévenir le risque d'une perte de savoir-faire consécutive aux mobilités et au renouvellement du personnel.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La formation a basculé pendant la période d'une organisation « tout présentiel » à une ingénierie pédagogique permettant, selon les besoins, de construire des parcours en présentiel, distanciel, hybride ou par des modules de e-learning (Maskaret), qui permettent à une très large population de se former ou d'être sensibilisée. En particulier, le parcours Cefil-R a été clé pour réussir le passage de SAS à R. Il a été accompagné par la mise en place d'un programme de tutorat, permettant aux agents se formant d'être appuyés autant que de besoin par des agents « sachant » à proximité.			

D - Objectif 2 : Anticiper et accompagner le développement des compétences de demain

D.2.1 Faire la prospective à dix ans des activités, métiers et compétences de l'Insee

Quoi ? Anticiper au mieux les nouvelles compétences requises par les activités de l'Insee et par les techniques qu'elles mobiliseront à l'horizon 2030.

Pour quoi ? Être en mesure de conduire sur le long terme des politiques de recrutement et de formation continue qui répondent aux besoins.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Rapport IG/Dinum de 2021 sur l'évaluation des besoins de l'Etat en compétences et expertises en matière de données. Travaux sur l'élargissement des recrutements des corps des administrateurs et des attachés statisticiens de l'Insee pour répondre au besoin de data scientists, suite à ce rapport.			

D.2.2 Développer les parcours de formation pour chaque emploi, adaptés à chaque agent

Quoi ? Offrir à chaque agent des parcours de formation qui lui donnent les compétences facilitant les changements qu'il pourrait connaître tout au long de sa vie professionnelle.

Pour quoi ? Intégrer pleinement la formation dans une logique de gestion des ressources humaines, au service de chaque agent.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Il n'est pas pertinent de développer un parcours pour chaque emploi et chaque agent, au sens strict. Des formations transversales et des formations métiers pour accompagner les agents avant même leur prise de poste (pour préparer une campagne de mobilité par exemple) ont été développées. L'objectif est de développer le capital humain et sa résilience sur toute une carrière. L'utilisation des nouveaux outils de formation et la mobilisation de formations « déjà sur étagère » (plateforme Mentor par exemple) pourront permettre d'optimiser et de rendre plus lisible l'offre de formation déjà très riche offerte à l'Insee. La mise en place de SIFor (système d'information sur les formations à l'Insee) en 2024 a permis de faciliter le repérage des formations proposées par l'Insee puis gérer les inscriptions. D'autres scénarios sont à l'étude pour faciliter la création de « parcours » sur des thématiques données (utilisation de Maskaret notamment).</i>			

D.2.3 Accompagner les agents dans la construction de leur carrière

Quoi ? Renforcer les fonctions de conseil et d'accompagnement des agents pour les aider à valoriser leurs compétences et construire avec eux des parcours professionnels enrichissants.

Pour quoi ? Reconnaître et valoriser l'expérience professionnelle et les compétences acquises des agents.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action en cours de redéfinition
	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	<i>La fonction RH de proximité s'est éteinte, notamment avec l'élargissement des fonctions des conseillers en parcours professionnel (CPP) ; par ailleurs, les responsables et conseillers formation accompagnent les agents notamment pour la construction de leur programme de formation individualisé après une mobilité. La fonction RH de proximité est en position de conseiller agents et recruteurs, et de faciliter les échanges, mais elle n'est pas en charge de construire des « parcours professionnels enrichissants » individualisés ; il est important que l'agent et les directions d'accueil (encadrants, directeurs) soient les premiers acteurs de la construction de ces parcours.</i>			

D.2.4 Clarifier la place de l'expertise et valoriser les postes d'experts dans les parcours

Quoi ? Identifier les domaines et les postes à priori à forte composante d'expertise, définir des critères les certifiant en postes d'expert, puis aménager en conséquence la gestion des parcours professionnels.

Pour quoi ? Attirer et conserver des cadres experts pour renforcer la compétence collective et la capacité d'innovation de l'Insee.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	<i>Un rapport de l'IG sur les carrières d'expert à l'Insee a été publié en 2018.</i>			

D - Objectif 3 : Gagner en souplesse dans l'allocation des ressources et la conduite des opérations

D.3.1 Aménager les campagnes de mobilité pour mieux gérer les opérations et mobiliser les compétences

Quoi ? Expérimenter une campagne de mobilités à un seul tour pour les cadres A, évaluer son impact sur son efficience et son efficacité et décider de sa pérennisation en fonction des résultats obtenus.

Pour quoi ? Alléger les opérations de gestion des campagnes et fluidifier les mobilités en élargissant les possibilités d'affectation des agents.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	La campagne de mobilités à un seul tour a bien été mise en œuvre. Toutefois, les opérations de gestion de campagne restent très lourdes à mettre en œuvre (affectations complémentaires gérées en plusieurs « vagues » de campagne) ; le processus continuera à être simplifié.			

D.3.2 Améliorer l'estimation des charges des opérations statistiques de l'Insee

Quoi ? Lancer une démarche consistant à développer, en s'appuyant sur un support méthodologique, les compétences nécessaires pour estimer le mieux possible, selon leur nature et en tenant compte de leur calendrier, les charges des principales opérations statistiques de l'Institut.

Pour quoi ? Avoir une bonne visibilité des charges des opérations pour leur allouer des ressources avec souplesse et réactivité.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Une note du DAFPTM de janvier 2020 porte sur l'estimation des charges des opérations statistiques à l'Insee, avec revue de 4 méthodes et préconisation. La méthode générale envisagée n'a pas été produite, mais toutes les opérations mises en œuvre en région font bien l'objet d'une estimation de charges. La plupart des modèles de charges sous-jacents sont bien documentés (par exemple Sirene ou encore l'action régionale) et certains ont été revisités (RP). Pour quelques opérations résiduelles, les charges estimées par les MOA restent basées sur des modèles assez frustes. Il faut toutefois observer que les travaux réalisés à la DG et dans la sphère informatique ne rentrent pas dans le champ.			

D.3.3 Éclairer les décisions à prendre en matière de localisation des activités

Quoi ? Construire un outil de simulation permettant, dans le cadre de la programmation triennale des travaux, de fournir plusieurs scénarios envisageables de localisation des activités, en intégrant la question des compétences des agents présents dans les établissements concernés.

Pour quoi ? Outiller la prise de décision dans l'attribution des moyens dans les établissements.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	Cet outil n'a pas été développé, l'Insee ne disposant pas de SIRH permettant d'apprécier les compétences des agents. Les décisions de localisation des activités ne sont pas prises sur la base d'outils de simulation. En revanche, la programmation des travaux repose sur une base ressources, qui permet à la direction financière d'avoir une vision sur les charges et les ressources réellement mobilisables par les maîtrises d'ouvrage.			

D.3.4 Se mettre en capacité de dégager avec souplesse des ressources pour instruire ou conduire des projets ou des investissements

Quoi ? Proposer et l'expérimenter le cas échéant une organisation du travail (équipes mobilisables rapidement sur des projets, pools de statisticiens spécialisés sur des opérations transverses...) qui permette de mobiliser de manière souple des ressources pour conduire des projets ou mener des travaux spécifiques.

Pour quoi ? Mobiliser facilement les ressources nécessaires à la réalisation d'opérations.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les conditions de recours à des recrutements temporaires ou des recrutements hors campagnes pour les cadres A ont été assouplies. Les réunions régulières du comité de direction en format « bourse des missions » contribuent également à répondre à des besoins ponctuels de renforts. Par ailleurs, le déploiement des méthodes agiles et de l'organisation en « mode produit » peuvent apporter des réponses au besoin de souplesse dans l'allocation des ressources, grâce notamment à un réexamen régulier des priorités.			

D.3.5 Répondre à des problèmes ponctuels de charge rencontrés par un service

Quoi ? identifier les moyens possibles, pour un service, de disposer rapidement de ressources ou de compétences supplémentaires (échanges de services, bourse des missions,...) et en définir les modalités pratiques de recours. Expérimenter sur une ou deux situations.

Pour quoi ? Faire face à des pics ou à des problèmes imprévus de charge.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les directions ont pu mobiliser certains postes d'investissement hors campagne de mobilité ; par ailleurs, sur tous les autres besoins, le recours à Choisir le Service Public (CSP) s'est développé pour gérer des pics de charge préoccupants (CDD ponctuels pour les pôles Insee Contact par exemple). Le dispositif des missions n'a pas vocation à être élargi au-delà des missions intercalaires courtes d'agents entre deux postes de campagne de mobilité.			

D.3.6 Renforcer l'urbanisation du système d'information

Quoi ? Décrire et modéliser notre système d'information, en ligne avec les standards de l'architecture d'entreprise utilisés par les instituts nationaux de statistique (le GSBPM par exemple), pour en piloter la transformation dans une approche modulaire, mutualisée et évolutive.

Pour quoi ? Rendre le système d'information plus souple et réactif aux évolutions stratégiques de l'Insee.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case i	☐ Case i	☒ Case i	☐ Case i
Commentaire	<i>L'Insee utilise le GSBPM et le standard C4 pour ses études d'urbanisation, une pratique désormais bien ancrée dans le SI. Cependant, l'ambition d'une architecture d'entreprise complète, bien que pertinente, se heurte à des freins organisationnels majeurs et nécessite un engagement fort des directions métiers, comme l'a montré le projet de plateforme de données.</i>			

D.3.7 Favoriser le développement itératif et incrémental des projets

Quoi ? Conduire un projet en enchaînant des cycles courts de développement par améliorations successives, chaque cycle produisant un livrable (un incrément) opérationnel.

Pour quoi ? Gagner en souplesse dans la conduite des projets et vérifier régulièrement la pertinence des livrables auprès des maîtrises d'ouvrage concernées.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case i	☐ Case i	☐ Case i	☐ Case i
Commentaire	<i>Le mode agile est devenu le standard commun depuis une décision du CD (2022) sur proposition commune de l'IG et de la DSI. Cette décision entérinait une réalité du terrain, puisque de fait tous les nouveaux projets adoptaient l'agilité comme mode d'organisation, ce qui implique un développement itératif et incrémental. Le passage progressif au mode produit constitue l'étape à suivre de cette transformation.</i>			

D - Objectif 4 : Développer la sobriété dans les méthodes de travail

D.4.1 Développer l'utilisation d'outils collaboratifs faciles d'accès

Quoi ? Faire connaître l'offre actuelle en outils collaboratifs, identifier les situations de travail où la demande est forte et y répondre par une offre encadrée d'outils performants et d'usage aisé.

Pour quoi ? Améliorer l'agilité des équipes, faciliter le travail multi site et favoriser la mutualisation des activités.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Plusieurs outils collaboratifs ont été mis en œuvre (ils ont évolué au cours des années). L'action est pérennisée et incarnée par l'action du pôle GCOC du SAR de Marseille (pôle national de Gestion des contenus et outils collaboratifs) qui travaille au quotidien avec l'UCAT au maintien et au développement d'une offre cohérente et adaptée au besoin d'outils collaboratifs. Aujourd'hui, l'Insee se tourne de plus en plus vers les communs numériques mis à disposition par la Dinum dans le cadre de La Suite Numérique.			

D.4.2 Mutualiser le montage et le suivi des opérations de formation entre les directions régionales

Quoi ? Consolider le dispositif commun d'information permettant de présenter une offre de formation articulée aux orientations stratégiques de l'Insee, en renforçant le suivi des actions locales en matière d'organisation des formations.

Pour quoi ? Rationaliser l'offre de formation tout en améliorant la qualité du pilotage.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☒ Case :
Commentaire	La rationalisation de l'offre de formation et de la qualité du pilotage passe par le regroupement des activités d'organisation de formation au sein du seul pôle national de formation (PNF) et le développement de modules d'e-learning dans Maskaret (collaboration PNF – CEFIL). Les maîtrises d'ouvrage sont en charge de la définition des objectifs des formations et des contenus.			

D.4.3 Donner du sens aux procédures et veiller à leur sobriété

Quoi ? Motiver les procédures sur la plus-value qu'elles apportent, les simplifier autant que faire se peut (élimination des redondances, allégement des contenus,...) et communiquer sur leur bien fondé.

Pour quoi ? Établir des procédures porteuses de sens, aussi légères que possible et facilement appropriables, de manière à renforcer l'adhésion des agents à leur égard.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☐ Case :	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Les maîtrises d'ouvrage sont régulièrement à la manœuvre sur ce point, grâce au dialogue de gestion régulier et la tenue des réunions de réseaux à tous les niveaux (directeurs régionaux, chefs de service, chefs de division ou de pôle dans tous les domaines)			

D.4.4 Préparer et cibler les réunions pour les rendre plus efficaces

Quoi ? Réaliser et diffuser largement un document indiquant les bonnes pratiques à mettre en œuvre dans la conduite d'une réunion pour en améliorer l'efficacité, et assurer le suivi de sa réalisation.

Pour quoi ? Optimiser le temps consacré aux réunions.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Un guide sur l'organisation des réunions a été diffusé en 2017. En complément, une mission de l'IG a été conduite en 2020 sur l'allègement de la charge consacrée aux réunions par les chefs de départements et chefs de division de l'Insee. L'essentiel des recommandations a été pris en compte. Le fort développement du travail à distance après la crise sanitaire est venu modifier le cadre, les outils et les méthodes de travail. A compter de 2022, le projet {NO} ² TE (Nouvelle(s) Organisation(s) et Nouveaux Outils pour Travailler Ensemble) a pris le relais.			

D.4.5 Améliorer les processus de recherche et d'identification de libellés et de codification automatique

Quoi ? Réaliser un état des lieux des outils de recherche/d'identification de libellés et de codification automatique, et proposer des solutions alternatives lorsque les outils actuels montrent leurs limites.

Pour quoi ? Gagner du temps dans les travaux de codification automatique tout en améliorant la qualité.

	Action aboutie	Action en cours	Action non engagée mais toujours pertinente	Action non pertinente
	☒ Case :	☐ Case :	☐ Case :	☐ Case :
Commentaire	Le SSP Lab et le DMS ont un axe de travail très approfondi sur les enjeux de codification automatique.			